

LIBERATION

## **Gauche antilibérale, autopsie d'un suicide**

Par Alain LECOURIEUX, Christophe RAMAUX

QUOTIDIEN : vendredi 19 janvier 2007

Alain Lecourieux ingénieur civil des Mines et Christophe Ramaux économiste à l'université Paris-I.

Comment expliquer la débâcle de la gauche non libérale ? Succès du non au traité constitutionnel, bilan accablant du libéralisme social (droite) ou du social-libéralisme (gauche) appliqué depuis 1983 sauf l'heureuse quoique insuffisante inflexion entre 1997 et 2001, avec deux millions d'emplois créés à la clé, et enfin désignation d'une candidate socialiste dont la percée médiatique n'a d'égale que le vide du projet économique : un boulevard s'ouvrirait pour une gauche à la fois non libérale et non sectaire. Non libérale, parce que le partage des revenus au profit des actionnaires, le libre-échange et la déconstruction de l'Etat social constituent une entreprise cohérente qui appelle une alternative non moins conséquente. Non sectaire, puisque l'enjeu n'est pas d'entretenir sa petite boutique ce qui est devenu la principale ambition de LO et de la LCR, mais de changer la donne pour faire gagner toute la gauche et redonner le pouvoir au peuple. Le boulevard est un champ de ruines. En témoignent l'affaiblissement d'Attac et, plus grave, la tentative avortée d'une candidature unitaire.

Certes, il y a bien eu un bourrage d'urnes éhonté à Attac et le PCF a bien décidé, de façon suicidaire, de faire cavalier seul. Mais les racines de la crise sont plus profondes : la gauche non libérale paie son rapport équivoque à la démocratie. Certes, Attac a joué un rôle majeur dans la victoire du non en partant d'un argument simple et efficace : une Constitution est faite pour faire vivre la démocratie, non pour tuer la politique en tranchant des questions essentielles. Que n'a-t-elle appliqué à elle-même cet éloge de la démocratie ! Or, les statuts d'Attac, établis d'un commun accord par les deux camps en présence, les ex-dirigeants et les nouveaux, sont une incongruité de ce point de vue. Car Attac est régie par le consensus : les adhérents ne peuvent voter sur des orientations alternatives. 60 % de sa direction est autodésignée dans une liste de membres fondateurs (syndicats, associations...). Les milliers d'adhérents n'ont d'autre choix que d'accepter ou de refuser en bloc cette liste et de désigner les 40 % restants, mais pas au scrutin proportionnel de liste. Aucun vote n'étant en pratique possible sur les orientations politiques, les débats ont exclusivement porté sur les personnes, et les représentants des fondateurs en sont arrivés à ne représenter qu'eux-mêmes. Que le lancement d'Attac ait résulté d'un consensus originel entre syndicats et associations fut une excellente idée. Quant à inscrire le consensus dans la pratique obligée et à donner aux fondateurs, plutôt qu'un rôle dans un conseil de soutien, plus de postes de direction qu'aux représentants des adhérents, il y a bien là un déni des règles élémentaires de la démocratie.

La candidature unitaire relève d'un même vice de conception. Au lieu que les comités, à partir d'un accord politique, désignent un (e) candidat (e) selon le principe un homme-une voix, on a créé une autre usine à gaz en exigeant un double consensus : celui des comités et celui des courants fondateurs, très dissemblables en importance. Le nombre des postulants a montré la vanité de cette disposition : Marie-George Buffet l'a emporté dans les comités, sans que quiconque respecte le principe un homme-une voix (un comité de cinq membres valait autant qu'un de cent cinquante, mais a échoué auprès des courants fondateurs). La candidature de José Bové, si elle a lieu, ne sera pas unitaire et risque de déporter la gauche non libérale vers une posture gauchisante et protestataire.

Deux cas et deux usines à gaz... à faire pâlir par leur ingéniosité n'importe quel apprenti sorcier de la Commission européenne ou d'une entreprise multinationale ! Comment la gauche non libérale a-t-elle pu en arriver là ? C'est bien le rapport à la politique, au pouvoir et à la

démocratie qui est en jeu. La gauche non libérale paie au prix fort sa prétention à faire de la politique autrement, ses proclamations de vertu désintéressée et, au total, son incapacité à affronter la question du pouvoir. N'importe quel processus complexe suppose la délégation. Et il est sage de partir du principe que le pouvoir intéresse chacun, plutôt que de prétendre ne pas manger de ce pain-là. Le pouvoir, tout comme d'ailleurs l'Etat, n'est pas sale en soi : il est aussi une exigence de responsabilité. Plutôt que se situer ailleurs, n'est-il pas plus fécond de le contrôler démocratiquement ?

Il ne s'agit pas de nier l'utilité de la démocratie participative, de la démocratie en réseau ou encore du consensus. Mais la régression est considérable lorsqu'ils se déploient au détriment des règles essentielles de la démocratie dite, par certains, formelle (bourgeoise, disait-on, auparavant). Au lieu de compléter cette formidable invention qu'est la démocratie représentative par la démocratie participative, on a dévalué la première et finalement la seconde... Des milliers de militants se sentent, à juste titre, trahis, spoliés. Mais il n'y a pas d'un côté les bons militants et de l'autre les méchants dirigeants. Les premiers sont aussi responsables : ils ont laissé faire. Ils se sont dessaisis de leur pouvoir comme sujets politiques, pavant le chemin de la servitude volontaire.

La gauche non libérale ne se redressera pas il y a pourtant urgence en bafouant les principes de la démocratie, de la République. A quand des états généraux ouverts à toutes les sensibilités de la gauche non libérale lançant, de façon démocratique, une force politique qui, à l'évidence, manque en France ?